Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement

Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d’exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d’environnement

Arrêté ministériel du 6 juin 2019 établissant un formulaire relatif à la valorisation de terres et matières pierreuses, visées par les rubriques 14.91, 90.28.01 ou 90.28.02

Annexe 1/21 : Formulaire relatif à la valorisation de terres et matières pierreuses, visées par les rubriques 14.91, 90.28.01 ou 90.28.02

|  |
| --- |
| Merci de ne pas effectuer de changements dans ce formulaire qui empêcheraient une analyse correcte de la demande : suppression ou modification de questions, de colonnes dans les tableaux, de l’organisation des chapitres… De tels changements entraineraient une incomplétude voire une irrecevabilité du dossier  Pour compléter :   * Un bouton de choix ○, il suffit de le cliquer ce qui remplacera le ○ par ●.   Ce bouton ○ implique qu’un seul choix est possible pour une question.   * une case à cocher □, il suffit de le cliquer ce qui remplacera le □ par ■.   Plusieurs cases □ peuvent être cochée pour une question. |

*Remarques :*

* *La demande de dérogation aux règles générales d'utilisation des terres mentionnée dans la présente annexe est basée sur l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière ;*
* *Le remblai et l'étude de risque s'entendent au sens du décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.*

# De quoi est composé votre remblayage ?

au moyen de terres et de matières pierreuses naturelles d'origine exogène dans les zones de dépendance d'extraction[[1]](#footnote-1)

La demande contient, outre les renseignements demandés dans le formulaire général des demandes de permis d'environnement et de permis unique, les informations suivantes en document(s) attaché(s)

n°  **:**

# Les codes de valorisation des déchets concernés parmi les codes suivants : 170504; 191302-TD; 020401-VEG2; 010102 et 010409I ;

# Les plans du site de valorisation au format approprié précisant les types d'usage de fait et de droit ainsi que la synthèse avec le type usage le plus restrictif, la localisation des remblais projetés ;

# Les profils topographiques permettant d'appréhender le relief de fait et projeté ;

# Le volume envisagé à remblayer ;

# L’altimétrie de la nappe phréatique au repos ;

# Les flux prévus (charroi et itinéraires) ;

# Les finalités de l'opération.

au moyen de terres et matières pierreuses conformes au type d'usage de la zone, dans toutes les zones du plan de secteur à l'exception de la zone de dépendance d'extraction[[2]](#footnote-2)

La demande contient, outre les renseignements demandés dans le formulaire général des demandes de permis d'environnement et de permis unique, les informations suivantes en document(s) attaché(s)

n°  :

# Les codes de valorisation des déchets concernés parmi les codes suivants : 170504, 191302-TD, 020401-VEG2, 010102 et 010409I ;

# Les affectations au plan de secteur ;

# Les codes déchets repris à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets ;

# Les plans du site de valorisation au format approprié précisant les types d'usage de fait et de droit ainsi que la synthèse avec le type usage le plus restrictif et la localisation des remblais projetés ;

# Les profils topographiques permettant d'appréhender le relief de fait et projeté ;

# Le volume envisagé à remblayer ;

# L'altimétrie de la nappe phréatique au repos ;

# Les flux prévus (charroi et itinéraires) ;

# Les finalités de l'opération.

au moyen de terres et matières pierreuses en dérogation aux règles générales d'utilisation pour le type d'usage, à l'exception de la zone de dépendance d'extraction[[3]](#footnote-3)

La demande contient, outre les renseignements demandés dans le formulaire général des demandes de permis d'environnement et de permis unique, les informations suivantes en document(s) attaché(s)

n°

# les affectations au plan de secteur ;

# les codes de valorisation des déchets concernés parmi les codes suivants : 170504, 191302-TD, 020401-VEG2, 010102 et 010409I ;

# les plans du site de valorisation au format approprié précisant les types d'usage de fait et de droit ainsi que la synthèse avec le type usage le plus restrictif et la localisation des remblais projetés ;

# les profils topographiques permettant d'appréhender le relief de fait et projeté ;

# le volume envisagé à remblayer ;

# l'altimétrie de la nappe phréatique au repos ;

# les flux prévus (charroi et itinéraires) ;

# les finalités de l'opération ;

# une étude de risque par zone concernée par la dérogation.

# Utilisation des données personnelles

|  |  |
| --- | --- |
| Conformément au Règlement Général de Protection des Données, les informations signalétiques communiquées par une personne physique seront traitées conformément au Décret relatif au permis d’environnement et ces d’arrêtés d’exécution. Le Département des Permis et Autorisation (DPA) du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement traitent celles-ci en vue d’instruire votre dossier prendre position sur la demande et d’assurer le suivi des permis délivrés.  Sauf mention contraire dans ce formulaire et le respect des règles en matière d’accès à l’information environnementale, ces données ne seront communiquées qu’à l’Administration de l’Aménagement du Territoire et de l’Urbanisme, aux Communes sur le territoire de laquelle une enquête publique est organisée, aux Instances d’avis lors de l’instruction de la demande de permis et du recours, au fonctionnaire chargé de la surveillance, au Conseil d’Etat en cas de recours en suspension ou annulations et aux Cours et Tribunaux de l’ordre judiciaire en cas de litige.  Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.  Elles seront conservées aussi longtemps que le permis est valide, ainsi qu’un délai complémentaire permettant le suivi du contentieux éventuel.  Au-delà de ce délai, les données seront conservées sous une forme minimisée permettant au SPW de savoir qu’un permis vous a été attribué et que la date de validité est échue.  Conformément audit règlement, vous pouvez solliciter la rectification de vos données signalétiques auprès des directions extérieures du Département des Permis et Autorisations (DPA) dont dépend la commune de dépôt du dossier :  Direction de Charleroi  Rue de l’Écluse 22 +32 (0)71 65 47 80  B-6000 Charleroi **rgpe.charleroi.dpa.dgarne@spw.wallonie.be**  Direction de Liège  Rue Montagne Ste-Walburge 2 +32 (0)4 224 57 57  B-4000 Liège **rgpe.liege.dpa.dgarne@spw.wallonie.be**  Direction de Mons  Place du Béguinage 16 +32 (0)65 32 82 00  B-7000 Mons **rgpe.mons.dpa.dgarne@spw.wallonie.be**  Direction de Namur-Luxembourg  Avenue Reine Astrid 39 +32 (0)81 71 53 44  B-5000 Namur **rgpe.namur.dpa.dgarne@spw.wallonie.be**  Sur demande via [**formulaire**](http://www.wallonie.be/fr/demarche/detail/138958) (http://www.wallonie.be/fr/demarche/detail/138958), vous pouvez avoir accès à vos données qui vous concerne. Le Délégué à la protection des données ([**dpo@spw.wallonie.be**](file:///X:\PUB-O3080000\DPA\SI\Forms\20190901\V3\Francais\Word\dpo@spw.wallonie.be)) en assurera le suivi.  Pour plus d’informations sur la protection des données à caractère personnel et vos droits, rendez-vous sur le [**Portail de la Wallonie**](http://www.wallonie.be) (www.wallonie.be).  Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n’avez aucune réaction du SPW, vous pouvez contacter l’Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l’adresse suivante : 35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l’adresse courriel : [**contact@apd-gba.be**](mailto:contact@apd-gba.be). | |
|  | **Je confirme avoir pris connaissance des informations relatives à l’utilisation des données personnelles et marque mon consentement.** |

1. au sens du CoDT, tel que visé à la rubrique 14.91 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées. [↑](#footnote-ref-1)
2. au sens du CoDT, tel que visé à la rubrique 90.28.01 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées  [↑](#footnote-ref-2)
3. au sens du CoDT, au moyen de remblais, tel que visé à la rubrique 90.28.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées. [↑](#footnote-ref-3)